

SOCIÉTAL

L'adjectif *sociétal*, de plus en plus souvent substantivé, est d'extraction récente; c'est au début des années 1970 qu'il fait son apparition pour désigner, expose Alain Rey, «ce qui est relatif à la société, aux valeurs sociales²⁷¹». Définition un peu courte, en ce qu'elle ne rend guère compte de la propagation que le mot a connue tant du côté des sciences sociales que des discours entrepreneurial et journalistique.

Sociétal s'offre à peu d'efforts au sociologue comme un concept tout fait pour nommer l'objet de sa recherche; l'objet de sa science, le voici: la société, donc le *sociétal*, c'est-à-dire la société comme concept abstrait, démembré et déshistorisé. Prime donnée à la scientificité, ce pseudo-concept permet de faire l'économie de «social», lourdement porteur de connotations potentiellement critiques. Le *sociétal*, c'est le social moins le conflit, le social moins l'inégalité, le social moins le déséquilibre dans un état historique des rapports entre groupes et classes au sein d'une société donnée. C'est aussi la sociologie, science longtemps paria du monde universitaire et politique européen, rendue enfin acceptable par les bailleurs de fonds publics et privés; une sociologie qui arrange, et qui ne risque guère de déranger. Il n'est pas indifférent que le mot de *sociétal* soit d'importation américaine et que son texte fondateur soit sorti de la plume d'Amitai Etzioni – *The Active Society. A Theory of Societal and Political Processes* (1968) –, l'un des théoriciens phares de la pensée communautariste américaine, autrement dit d'une conception du social qui le réduit

à un archipel d'individualismes collectifs et de «*vivre-ensemble*» délicieusement parallèles.

Cette innocuité du *sociétal* des sociologues renonçant à établir les lois du monde social pour mettre préférentiellement au jour les lieux, les formes et les ruses par lesquelles le sujet échappe aux déterminismes de son assignation sociale pour jouir de son irréductible singularité et de la chance incalculable qui lui est donnée de réaliser pleinement son être, ses désirs, ses ambitions dans une «*société d'ouverture*» est d'autant plus effective, semble-t-il, qu'elle rejoint – et escorte scientifiquement à son insu – l'appropriation du terme par le journalisme et le monde de l'entreprise. Le *sociétal* du journaliste, c'est le fait divers saisi sous le rapport d'une anthropologie de quatre sous, le monde des associations plus ou moins charitables, les faits de société oscillant entre l'éthique collective et les pathologies de quartiers sensibles. Le *sociétal* de l'entreprise, c'est l'exigence minimale de mesurer les retombées de son activité, les dégâts collatéraux de son industrie – dégâts notamment écologiques – ou l'engagement de répondre aux «*responsabilités*» qu'elle accepte de se connaître. Depuis 2005, un «*Observatoire Sociétal du téléphone mobile*» entend «*[étudier chaque année] les usages, comportements, discours, valeurs et opinions qui sont associés au téléphone mobile*»; la Poste française réaffirme sur son site, en 2006, son «*engagement sociétal*», qui est de «*dynamiser l'économie par sa performance et enrichir le lien social par sa présence*» et, par là, de «*prouver la vitalité de ses valeurs d'ouverture, d'accessibilité et d'équité*»; la firme Renault n'est pas en reste qui entend faire valoir ses «*performances sociétales*», anxieuse qu'elle est de «*jouer un rôle particulier dans la société en matière de sécurité routière, pour contribuer à réduire la mortalité sur les routes du monde; de mobilité, pour inventer des modalités de transport permettant à chacun de se déplacer; d'éducation, notamment pour sensibiliser les générations futures*

271. Alain Rey (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, t.3, Paris, Le Robert, 1998, p. 3530.

aux enjeux de l'automobile et du développement durable»; «le sociétal», énumère encore la SNCF, c'est «rendre le train accessible à tous; agir pour la solidarité; recruter à l'image de la société; soutenir le commerce équitable; améliorer le dialogue social». Saines valeurs, louables objectifs. Excellents arguments publicitaires surtout, qui en disent long sur la conception douce, charitable, socio-œcuménique que ces organismes publics ou privés se font de la fonction des entreprises. On ne s'étonnera pas, dans cette foulée et ce nuage de pieuses connotations, que le quotidien catholique belge *La Libre Belgique*, parlant des «activités orantes et autres du 28 octobre au 5 novembre», annonce pour la Toussaint 2006, un «événement spiritualo-sociétal d'envergure qui n'eut sans doute d'égal que les deux visites du pape Jean-Paul II en 1985 et en 1995».

S'étonnera-t-on davantage que le site de l'ENA, rebaptisée dans l'air du temps «École européenne de la gouvernance», organise des séminaires à la double enseigne du «Dialogue social / Dialogue sociétal»? «La mondialisation de l'économie et la décentralisation des entreprises, les mutations du monde du travail et les crises de la démocratie représentative, nous y explique-t-on, ont tous contribué à transformer les conditions du dialogue social. Son cadre traditionnel et ses acteurs sont aujourd'hui confrontés à de nouveaux thèmes et de nouveaux acteurs. La montée en puissance des entreprises mondialisées s'accompagne d'une prise de conscience à l'égard de leurs responsabilités et à des mobilisations publiques : de nouvelles formes de concertation ont fait leur apparition en vue de réconcilier les ambitions des acteurs économiques et les attentes de la société». Se trouve ainsi livré un condensé de la configuration dans laquelle émerge et s'impose le mot «sociétal». Rabattement de la politique sur l'éthique – mais bien comprise comme intérêt à se montrer équitable, soucieux du développement durable, en position responsable, etc. –, sociétal est à social ce que «gouvernance» est à gouvernement et «le

politique» à la politique: sous l'apparence d'un euphémisme ou d'une savante construction, l'expression douceuse d'un cynisme d'époque.

Pascal DURAND

Mots corrélés: ÉTHIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, DIALOGUE SOCIAL, GOUVERNANCE, RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES, VIVRE-ENSEMBLE (LE)